

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 21

Octobre 2006

REPRISE DES EXPORTATIONS DE DIAMANTS DU BRÉSIL La fraude est plus généralisée que prévu

À la suite d'une suspension de toutes les exportations de diamants bruts en février de cette année, les autorités brésiliennes ont repris les exportations en septembre après l'adoption d'un nouveau règlement relié au Processus de Kimberley. Avant la suspension, selon un rapport interne commandé la DNPM, l'autorité brésilienne responsable du Processus de Kimberley, des exportations frauduleuses de diamants évaluées à 46 millions de dollars avaient été couvertes par des certificats du Processus de Kimberley du Brésil. Ce rapport concluait que 49 des 147 certificats délivrés par le Brésil depuis son adhésion au Processus de Kimberley étaient frauduleux.

Ces constatations s'inscrivaient dans la foulée de deux rapports sur les diamants du Brésil publiés par Partenariat Afrique Canada en 2005 et 2006 (*The Failure of Good Intentions: Fraud, Theft and Murder in the Brazilian Diamond Industry; Fugitives and Phantoms: The Diamond Exporters of Brazil* – en ligne à www.pacweb.org) et d'une enquête policière menée à l'échelle du pays, l'*Opération Carbone*. Ces mesures ont permis d'arrêter plusieurs négociants en diamants et fonctionnaires du DNPM, qui ont été accusés de contrebande, d'évasion fiscale, de blanchiment d'argent, de conspiration et d'autres crimes fiscaux. Le DNPM a soutenu qu'une partie du problème découlait de l'absence d'intérêt porté par le gouvernement au secteur minéral et d'une pénurie de ressources. Le directeur général du DNPM, Miguel Antonio Cedras Nery, a affirmé, selon une citation de la presse brésilienne, que le DNPM n'avait même pas de réseau informatique intégré. « Nous vivions à l'âge de pierre », a-t-il dit.

Une équipe d'examen du Processus de Kimberley s'est rendue au Brésil en juin et a présenté un rapport provisoire, dont le contenu n'avait pas encore été finalisé lorsque le nouveau règlement est entré en vigueur. Pour le Brésil, le défi sera d'appliquer le nouveau règlement, qui mise essentiellement sur l'informatique, dans un système où les creuseurs extraient d'énormes quantités de diamants, sans titres fonciers légaux et sans accès à Internet. En vertu du règlement précédent et aussi du nouveau, ces diamants ne pouvaient d'aucune façon entrer légalement dans le système officiel, ce qui a engendré la production de documents frauduleux et la contrebande.

PROCÈS POUR CRIMES DE GUERRE EN SIERRA LEONE Taylor en est à la phase préparatoire au procès

On a provisoirement fixé la date du début du procès de Charles Taylor, l'ancien président seigneur de guerre du Liberia, au 2 avril 2007. Le séjour de Taylor au Nigeria, qui aura duré 32 mois, a pris fin en avril lors d'une tentative de fuite au Cameroun, qui lui a valu d'être capturé et d'être accusé de manière ignominieuse devant la Cour spéciale pour la Sierra Leone, appuyée par l'ONU, à Freetown.

Peu après l'arrivée à Freetown de Taylor, menottes aux poignets, la Cour spéciale a commencé à planifier le déplacement du procès vers les installations de la Cour criminelle internationale, à La Haye. Ce procès sera néanmoins conduit par la Cour spéciale pour la Sierra Leone, mais on estimait qu'un changement de lieu assurerait une plus grande sécurité tant à la cour qu'aux témoins. Des problèmes sont toutefois survenus lorsque les Pays-Bas ont insisté pour qu'un pays tiers accepte d'emprisonner Taylor s'il devait être reconnu coupable. On dit que plusieurs pays ont refusé leur aide, notamment la Suède et l'Autriche, avant que la Grande-Bretagne ne fasse enfin une offre, en juin.

Dans les jours qui ont suivi, Taylor a été emmené de la Sierra Leone à La Haye, mais son avocat a dit à la Cour spéciale qu'il ne sera pas prêt à subir son procès avant juillet 2007. Taylor a plaidé non coupable à 11 accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Entre-temps, en août, la poursuite a terminé sa preuve dans le procès de trois anciens chefs rebelles du RUF, chacun frappé de 18 chefs d'accusation de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres graves violations du droit humanitaire international. Il s'agit du troisième des procès en cours où la poursuite a terminé la preuve. Les deux autres procès en sont actuellement à l'audition des témoins de la défense.

DES DIAMANTS DE GUERRE TRANSITENT PAR LE GHANA

Un rapport de l'ONU préconise des mesures rigoureuses

Un rapport publié ce mois-ci par le Groupe d'experts des Nations Unies sur la Côte d'Ivoire a constaté que des diamants de guerre de la Côte d'Ivoire, d'une valeur pouvant atteindre 23,5 millions de dollars par année, ont été exportés du Ghana à titre de diamants ghanéens. Le rapport, présenté au Conseil de sécurité au début d'octobre, a constaté que la quantité et la valeur moyenne au carat des exportations de diamants du Ghana avaient presque doublé depuis 2000, tandis que l'extraction effective de diamants au Ghana avait diminué. Le rapport dit que les négociants en diamants qui exerçaient auparavant leurs activités à Abidjan ont maintenant déménagé à Accra, et que les courtiers en diamants de Belgique et d'Israël qui faisaient affaire exclusivement avec Abidjan sont maintenant devenus d'importants importateurs du Ghana.

« Le Ghana a peut-être l'air de la meilleure bourse de diamants en Afrique de l'Ouest », affirme le rapport, mais l'absence d'un bon système de contrôle interne avant l'exportation « permet aux diamants de guerre d'entrer sur le marché, ce qui mine l'ensemble du MCPK. ».

Le MCPK a envoyé sa propre équipe d'examen au Ghana et au Togo en décembre 2005 mais, 10 dix mois plus tard, alors que le rapport de l'ONU a été publié, le rapport du MCPK n'est toujours pas achevé. Les ONG qui agissent comme observatrices dans le MCPK ont exprimé leurs vives préoccupations au président du PK, Kago Moshane, et ont suggéré que le Ghana suspende volontairement toutes ses exportations de diamants tant que des contrôles suffisants, avalisés par le MCPK, n'auront pas été mis en place. Si le Ghana refuse, affirment-elles, il devrait être suspendu du PK.

RAPPORT DU USGAO SUR LES DIAMANTS DE GUERRE

On recommande une surveillance accrue

Un rapport publié en septembre par le Government Accountability Office (GAO) des États-Unis recommandait d'importants changements à la façon dont le gouvernement des États-Unis surveille le commerce des diamants bruts dans son pays. Le rapport, intitulé « Conflict Diamonds: Agency Actions Needed to Enhance Implementation of the Clean Diamond Trade Act », renferme des recommandations à l'intention des départements d'État, du Trésor, de la Sécurité intérieure et du Commerce. Il recommande des améliorations à la précision des données sur le commerce des diamants bruts aux É.-U. ainsi qu'aux procédés utilisés pour importer et exporter les diamants bruts, y compris le recours à des inspections physiques périodiques et à une confirmation des relevés des importations de diamants bruts auprès des autorités exportatrices étrangères. Il recommande un encadrement plus serré des activités de l'autorité du processus de Kimberley aux É.-U. et de ses titulaires de permis qui émettent des certificats du Processus de Kimberley.

Le rapport constate ce qui suit : « Sans stratégie de surveillance efficace comprenant un plan d'inspection physique périodique ou régulière, les États-Unis ne peuvent être assurés que leurs contrôles internes des exportations suffiront à prévenir les exportations illicites. Cette faiblesse du processus d'exportation des É.-U. pourrait permettre à des diamants illicites de pénétrer dans le commerce légitime. »

Le GAO, qu'on qualifie couramment de service d'enquête ou de « chien de garde du Congrès », est un organisme indépendant et non partisan. Le GAO conseille le Congrès et les chefs des organismes d'exécution sur la façon d'améliorer l'efficacité et la sensibilité du gouvernement. On trouvera le rapport du GAO à <http://www.gao.gov/>

LES DIAMANTS DE GUERRE VONT AU CINÉMA

Au moment où les guerres du diamant atteignaient leur apogée, du milieu à la fin des années 1990, le monde ne s'y intéressait que très peu, si ce n'est le milieu des ONG. Depuis lors toutefois, le Conseil de sécurité de l'ONU, les troupes de maintien de la paix de l'ONU, l'industrie du diamant, les médias et le milieu universitaire sont tous intervenus. Maintenant, c'est le tour de Hollywood.

The Blood Diamond (le diamant de sang), mettant en vedette **Leonardo Di Caprio** et **Jennifer Connelly**, réalisé par **Edward Zwick** (*Le dernier Samuraï*, *À l'épreuve du feu*) raconte l'histoire d'un mercenaire sans scrupule qui part à la recherche d'un très gros diamant au plus fort de l'horrible guerre livrée par le RUF en Sierra Leone. En cours de route (beaucoup de grabuge et de batailles, une méchante société de diamants appelée « De Wente »), il en vient à voir l'humanité sous un jour meilleur. On peut visionner la bande-annonce du film à <http://www.iklipz.com/Movies.aspx?MovieID=8174fb25-4332-4153-877b-9a7082fccb71>

The Blood Diamond sortira le 15 décembre et **Warner Brothers** tient à ce que deux documentaires au sujet des diamants de guerre sortent à peu près à la même date. Le premier, *Blood on the Stone*, produit par **Insight News Television** et qu'on voudrait diffuser à **CNN**, est produit avec l'aide de Zwick, Di Caprio et d'autres participants à *The Blood Diamond*. On y montrera que bon nombre des questions soulevées dans le film de fiction demeurent d'actualité. *Bling* est issu de « Diamonds from Sierra Leone », enregistré en 2005 par l'artiste hip hop **Kanye West**, qui a remporté un prix Grammy en 2006. Ce documentaire, qu'on espère diffuser

en salle, est produit par **Article 19 Films** avec l'aide du **PNUD** et d'autres, et s'adresse à un public d'amateurs de hip hop. Le film raconte l'histoire de la guerre et des diamants de guerre; il suit cinq artistes hip hop en Sierra Leone, où ils examinent la situation actuelle des mineurs de diamants.

Le **History Channel** se lance dans la mêlée avec un film de deux heures dont la diffusion doit coïncider avec la sortie de *The Blood Diamond*. Un documentaire des **Kensington Productions**, de Toronto, intitulé *The Diamond Road* et dont la sortie est prévue en mars 2007, ferme la marche. Il sera surtout question là aussi de la Sierra Leone, mais probablement davantage des défis du présent que des horreurs du passé.

La sortie prochaine de *The Blood Diamond* a galvanisé l'industrie du diamant et de la joaillerie, qui a lancé une vaste campagne de publicité, comportant la création et le lancement d'un nouveau site web intitulé Diamondfacts.org (voir l'article à la page 3), tandis que certaines ONG se préparent à utiliser le film comme plate-forme pour critiquer les failles de l'industrie. Les Sierra-Léonais craignent, à juste titre, que les portraits qui accentuent la dimension négative et qui mettent l'accent sur le passé n'aident pas le pays à se reconstruire et à attirer de nouveaux investissements. « Où étaient tous ces journalistes et cinéastes lorsque nous en avions besoin en 1998? » demande **Lansana Gberie**, auteur de *A Dirty War in West Africa*. « La résilience des Sierra-Léonais et nos efforts de reconstruction pourraient être gravement compromis si ces films ne montrent pas ce qu'on fait pour rebâtir nos vies et notre économie. La Sierra Leone mérite au moins quelques bonnes nouvelles. »

LA RÉUNION DE LA CIBJO ENTEND PARLER DES DIAMANTS DU DÉVELOPPEMENT

« Un défi de taille »

Le Processus de Kimberley ne fera pas disparaître à lui seul le spectre des diamants de guerre. C'est le message qu'a livré Ian Smillie, coordonnateur de la recherche à Partenariat Afrique Canada, au Congrès annuel de la Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, à Vancouver, en juillet. « La paix que le SPCK a aidé à instaurer est fragile, a-t-il dit, et elle est appuyée par de vastes opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Liberia, en Côte d'Ivoire et au Congo. Ces trois opérations de maintien de la paix font appel, au total, à 38 000 militaires et leur budget annuel, jusqu'à la fin de juin de cette année, atteint 2,3 milliards de dollars. Oui, je dis bien, 2,3 milliards », a-t-il souligné.

Il est absolument impossible de maintenir un tel niveau d'intervention, a dit M. Smillie. « Quelque chose doit remplacer les coûteuses missions de maintien de la paix de l'ONU, l'économie de casino des diamants et la vulnérabilité des creuseurs de diamants face aux prédateurs qui attendent avec impatience un retour à ce qu'on jugeait autrefois « normal ». » La Diamond Development Initiative (DDI) fait partie de ce « quelque chose », a-t-il ajouté.

Selon M. Smillie, le défi fondamental de la DDI est de favoriser de meilleurs milieux de travail et de meilleurs prix pour les creuseurs. Il faudra pour ce faire éduquer les mineurs, offrir un accès au crédit et au matériel d'extraction de base tel que des pelles, des tamis et des petites pompes; il faudra offrir une formation à l'évaluation des diamants, et le gouvernement devra intervenir pour rationaliser la commercialisation et améliorer le droit du travail.

« La DDI offre d'énormes possibilités, a dit M. Smillie. Si cela fonctionne, si elle obtient le type de soutien dont elle a besoin, si nous pouvons captiver les organismes de développement du monde – USAID, DFID, ACIDI et d'autres – cela pourrait être une des plus grandes initiatives de développement en Afrique. »

Veille médias

Le numéro de juillet de *Vanity Fair* présentait en page couverture **Sandra Bullock** qui, parlant de sa nouvelle bague de fiançailles, un bijou Tiffany de 1910 serti de deux diamants carrés, affirmait ce qui suit : « Quelqu'un d'autre l'avait portée, mais la façon dont elle avait été fabriquée nous importait, d'autant plus que ce n'était pas un diamant de guerre. »

L'ancienne secrétaire d'État des É.-U., **Madeleine Albright**, a parlé des diamants de guerre dans le discours-programme qu'elle a prononcé en août à l'occasion du quatrième symposium international du **Gemological Institute of America**, à San Diego. M^{me} Albright a affirmé ne pas penser que les diamants étaient responsables de ce qui était arrivé en Sierra Leone, mais elle a aussi dit que les sociétés devaient faire preuve de responsabilité sociale dans les pays où elles exercent leurs activités. « Je me suis rendue en Sierra Leone et j'étais dans un état de choc, a-t-elle dit. Je me suis rendue dans ce camp. Les gens étaient répartis en fonction des membres qu'ils avaient perdus. Tout ce que l'industrie peut faire par l'entremise du Processus de Kimberley pour s'assurer que les diamants ne soient pas un des éléments de ce problème respecte la grande tradition de [responsabilité sociale]. »

Il semblerait que les diamants ne soient plus les meilleurs amis des femmes, selon **Teenage Research Unlimited**, qui a réalisé un sondage auprès de 1 400 femmes pour le réseau de télévision par câble **Oxygen**, aux États-Unis. Ce sont désormais les téléviseurs à écran plasma qui sont le meilleur ami des femmes : l'étude a constaté que trois femmes sur quatre choisiraient un téléviseur à écran plasma de préférence à un collier à diamants solitaires. Selon le sondage, les femmes se passionnent de plus en plus pour la technologie. La femme moderne accorde plus de valeur aux téléphones cellulaires, aux iPods et aux caméras numériques qu'aux souliers de marque, aux bijoux et aux vacances. Quatre répondantes sur cinq ont déclaré être à l'aise avec la technologie et 46 % ont affirmé être capable de diagnostiquer leurs propres problèmes d'ordinateur.

En août, la police de l'État de Rondonia, au Brésil, où l'on trouve beaucoup de diamants, a arrêté un homme qui avait dissimulé 666 diamants bruts dans ses sous-vêtements. C'est la présence d'une balance de bijouterie dans sa voiture qui a éveillé les soupçons des policiers durant une vérification de routine. Lorsqu'ils ont fouillé l'homme, ils ont trouvé le butin dans ses sous-vêtements. La police soupçonne que les diamants provenaient de la réserve indienne de **Cinta Larga**, où toute extraction des diamants a été interdite. L'industrie du diamant du Brésil est dans les limbes depuis février, lorsque toutes les expéditions de diamants ont été suspendues. Les exportations ont repris en septembre.

Le WDC lance un nouveau site web au sujet des diamants

Le **World Diamond Council (WDC)** a lancé un nouveau site web en septembre, qui vise à communiquer aux consommateurs et aux membres de l'industrie le côté positif des diamants. Le lancement, accompagné d'annonces pleine page dans 10 grands quotidiens des États-Unis et d'ailleurs, y compris le *New York Times*, le *Times of London* et *USA Today*, est une mesure préemptive qui vise à

inspirer confiance dans les diamants avant la vague de films au sujet des diamants de guerre qui déferlera prochainement (voir *Les diamants de guerre vont au cinéma*, à la page 2).

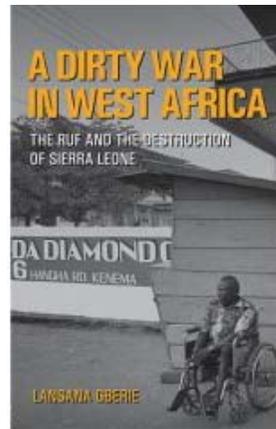
Diamondfacts.org présente de l'information sur l'histoire des diamants et le mécanisme de certification du Processus de Kimberley (MCPK), et décrit comment il cherche à évincer les diamants de guerre du commerce international. Il décrit le système de chaîne de garanties du WDC et montre l'importance qu'ont eue les diamants pour les économies de pays en développement tels que le **Botswana** et la **Namibie**. Le site web relate aussi l'histoire des diamants de guerre, en donnant des détails sur des pays tels que le **Liberia**, la Côte d'Ivoire et la **République du Congo**, où les diamants continuent de faire problème. Dans une section intitulée « Opinion Pieces », le site web renvoie le lecteur à des documents produits par la Diamond Development Initiative (DDI) et par Partenariat Afrique Canada, y compris la dénonciation de l'industrie brésilienne du diamant publiée par PAC en 2005 et intitulée : *The Failure of Good Intentions: Fraud, Theft and Murder in the Brazilian Diamond Industry*.

L'ONG britannique **Global Witness** accueille l'initiative avec scepticisme. « L'industrie du diamant prétend qu'on a réglé le problème des diamants de guerre, a dit **Susie Sanders**, mais ils viennent tout juste de lancer un programme d'éducation complet pour encourager les membres de l'industrie à se conformer au système de garantie en appui au Processus de Kimberley. Les gouvernements devraient accroître leur surveillance de la conformité de l'industrie au Processus de Kimberley pour s'assurer que les sociétés se sont vraiment donné des politiques cohérentes et qu'elles les respectent pour mettre un terme au commerce des diamants de guerre. »

UNE GUERRE SALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Ce nouveau livre est récit percutant de première main sur les ravages de la guerre en Sierra Leone par le chercheur Lansana Gberie, de Partenariat Afrique Canada.

A Dirty War in West Africa relate les expériences éprouvantes de Lansana Gberie comme journaliste durant la guerre civile en Sierra Leone, qui a duré 10 années. Après 1991, ce pays de l'Afrique de l'Ouest est mis à genoux par une série de coups d'État, des conflits violents et, enfin, une guerre en règle. En mettant l'accent sur le groupe qui a été le fer de lance de la violence, le Revolutionary United Front (RUF), Gberie expose la corruption et le recours épouvantable au viol et à la mutilation comme tactiques pour renverser l'ancien gouvernement. L'auteur détaille la montée du RUF et de son chef sans scrupules, Foday Sankoh, pour chercher à comprendre les personnalités et les parties engagées dans la guerre. Ce compte rendu puissant, qui donne à réfléchir,



met au jour les conséquences nationales et internationales du conflit en Sierra Leone. Publié par la Indiana University Press. Ce livre est aussi disponible auprès de Partenariat Afrique Canada au coût de 30\$C plus les frais de port et de manutention.

Le coin de Kimberley

En septembre, la **Nouvelle-Zélande** est devenue le 46^e participant au Mécanisme de certification du Processus de Kimberley. En comptant les 25 membres de l'UE, cela porte à 70 le nombre de pays adhérant à ce mécanisme.

En septembre également, le MCPK a procédé à un examen de la conformité de la Tanzanie aux normes minimums du MCPK. Plus de 30 examens du genre ont maintenant été réalisés. Seuls quatre participants n'ont pas encore demandé un examen du PK : la **Bulgarie**, la **Croatie**, l'**Indonésie**, et le **Venezuela**.

LIVRES

Tom Zoellner, *The Heartless Stone: A Journey Through the World of Diamonds, Deceit and Desire*, St. Martin's Press, New York, 2006, 293 pages, 24,95 \$US

Ce livre se lit comme un recueil d'essais sur les diamants, avec comme trame de fond la rupture de l'auteur avec sa fiancée et sa bague de fiançailles abandonnée. Certains des chapitres – sur l'Angola, le Brésil et la République centrafricaine – ressemblent à un récit de voyage d'enquête qui évoque Paul Theroux, mais qui met davantage l'accent sur les mendiants, les ordures et les eaux usées. D'autres chapitres sont de nature plus historique et certains rabâchent de vieilles histoires où l'on retrouve encore Erasmus Jacobs, les frères De Beer, Cecil Rhodes et les Oppenheimers. On peut y lire un magnifique essai de sept pages sur l'iconoclaste préféré de l'industrie du diamant, Martin Rapaport, et emprunter un étrange détour vers l'expédition Franklin de 1845, dans le Nord du Canada, qui nous éloigne considérablement des propos sur les diamants.

Zoellner n'approfondit pas la question des diamants de guerre, mais il ne pense manifestement pas beaucoup de bien du Processus de Kimberley. Voici ce qu'il dit de l'expulsion par le PK de la République du Congo : « Ce qui est étonnant, c'est que ce pays n'avait jamais eu le droit de faire partie du mécanisme international avec un dossier aussi peu reluisant. Les partisans de Kimberley l'ont néanmoins utilisé pour prouver que le système n'était pas – comme on le prétend parfois – un tigre édenté ».

Les histoires qu'il raconte contiennent certaines lacunes bizarres. Il se rend jusqu'en Russie, le deuxième plus gros producteur de diamants naturels au monde, mais consacre toute son attention aux diamants artificiels. Au Brésil, il dépeint de façon merveilleuse le sort des *garimpeiros* du pays, mais oublie complètement de

mentionner les problèmes (et les meurtres) attribuables aux diamants sur la réserve indienne de Cinta Larga. Et il y a des erreurs, certaines historiques, certaines d'actualité. À l'instar d'Ian Fleming, il accepte sans réserve les propos d'un certain John Blaize, qui prétend avoir travaillé pour De Beers. En réalité, la plupart de ce que « Blaize » – en réalité un ancien agent du MI5 nommé John Collard – avait dit à Fleming et presque tout ce que Fleming a écrit dans son seul ouvrage non romanesque, *Les contrebandiers du diamants*, était de la foutaise.

En Belgique, Zoellner gobe tout rond la version d'Anvers. Il dit : « Même avant que le Processus de Kimberley ne démarre, l'industrie a essayé de s'autoréguler » grâce à un « regroupement puissant de l'industrie appelé le Diamond High Council ». Il nous parle des enquêtes sur la République du Congo et nous apprenons que « Mark Van Bockstael et une équipe de géologues ont procédé à des relevés aériens des mines alluviales du pays », ce qui a mené à l'expulsion du pays du Processus de Kimberley.

Peu importe ces pépins, *The Heartless Stone* est de lecture agréable – davantage comme une série de tapas espagnols qu'un repas copieux – mais c'est un livre qui saisit une bonne partie de l'aventure ainsi que la tromperie et la cupidité qui ont cours dans le monde des diamants.

Les sanctions contre les diamants du Liberia demeurent en vigueur

Les sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies aux diamants du Liberia ont été renouvelées pour une autre période de six mois, soit jusqu'en décembre, et le groupe d'experts de l'ONU chargé des diamants a vu lui aussi son mandat reconduit pour la même période. Le panel ainsi que les observateurs du Processus de Kimberley ont conclu que le Liberia n'avait pas encore mis en place un système de contrôle interne suffisant pour se conformer aux normes minimums du Processus de Kimberley.

Entre-temps, en juin, le PNUD, le **gouvernement du Liberia** et l'**International Alert** ont été les hôtes d'une réunion régionale sur les « Diamants pour le développement ». La conférence, ouverte par la nouvelle **présidente du pays, Ellen Johnson Sirleaf**, a porté avant tout sur des questions d'harmonisation (octroi de permis, régime foncier, fiscalité, travail et environnement), sur des questions juridiques, sociales et fiscales, et sur des stratégies visant à faire des diamants une force positive du développement dans la région. La conférence s'inscrivait dans une

initiative sur les diamants planifiée par le PNUD, appelée D4D ou Diamants pour le développement. On trouvera les actes de la conférence à www.lr.undp.org/governances7.htm.

Consultation de l'ARM sur l'or artisanal équitable

La « norme zéro » pour le commerce équitable de l'or artisanal est un ensemble de principes et de normes provisoires produit par l'**Association for Responsible Mining (ARM)**. Il s'agit d'une adaptation des normes **d'étiquetage du commerce équitable** pour les petits producteurs en fonction de la situation de l'extraction minière artisanale et à petite échelle.

L'ARM est une organisation internationale et multi-institutionnelle indépendante qui vise à assurer la crédibilité, la transparence et la légitimité de l'élaboration d'un cadre de responsabilisation de l'extraction artisanale et à petite échelle. Le principal but de l'ARM est d'agir comme organisme d'agrément pour les responsables locaux de la certification, et d'utiliser la certification et la remise en état écologique, de concert avec l'accès au marché du commerce équitable et éthique, comme outil de promotion de pratiques minières communautaires plus responsables.

L'ARM invite les regroupements de mineurs à petite échelle, les ONG, les bijoutiers, les négociants en or, les raffineurs, les fonctionnaires de l'État, les chercheurs universitaires, les employés des sociétés minières, et d'autres intervenants dans la chaîne d'approvisionnement de l'or et des métaux précieux produits par l'ASM à examiner le document provisoire et à lui faire parvenir leurs commentaires avant le 15 novembre 2006.

On trouvera des renseignements sur l'ARM et les normes provisoires à <http://www.communitymining.org/>.

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits liés aux diamants, est une publication de Partenariat Afrique Canada. Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui de : Affaires étrangères Canada, Irish Aid, le Centre de recherches pour le développement international, le Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile et plusieurs autres organismes.

Pour plus d'information, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2, Canada.

info@pacweb.org www.pacweb.org
ISSN : 1496-7502